

De la Première Internationale à l'A.I.T.



COLLECTION AIT

CNT-AIT

1) LA PREMIÈRE INTERNATIONALE



1-A) DES BALBUTIEMENTS DE L'INTERNATIONALISME OUVRIER AUX PREMIERS CONFLITS

La première association internationale ouvrière fut fondée à Londres le 28 septembre 1855 par des proscrits français, allemands, polonais, belges et anglais. De sévères luttes d'influence entre proudhoniens bon teint et anarchistes radicaux ne lui permettent pas d'exister au delà de 1859.

Cette tentative atteste au moins une volonté d'union parmi les fractions les plus avancées de la classe ouvrière des pays d'Europe Occidentale. C'est cette volonté que concrétise un autre congrès de constitution, celui de l'Association Internationale des Travailleurs (Première Internationale) à Genève le 3 septembre 1866.

Une grave équivoque allait naître avec l'adoption de statuts parfois ambigus. Pour Marx, ils permettaient l'action politique légale. Pour les futurs bakouninistes, "toute action doit avoir pour but immédiat et direct le triomphe des travailleurs sur le capital".

Le deuxième congrès qui s'ouvre à Lausanne le 2 septembre 1867 peut être appréhendé comme un affrontement entre les mutuellistes suisses et français et les collectivistes anglais et allemands. Les futurs "jurassiens" ne participent guère aux débats. Et, à l'occasion d'une motion finale, il est acquis que « l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique ». C'est entre ce congrès et celui de Bruxelles (le troisième, en septembre 1868) que tout va changer. Dès la fin de l'année 1867, le gouvernement français décide de contrer le développement de l'Internationale. Lors des premières poursuites (février 1868), Tolain et la commission parisienne démissionnent. Ils personnifiaient le mutuellisme proudhonien défenseur de la propriété individuelle, méfiant à l'égard des grèves, favorable à la femme au foyer -base de la famille ...Ceux qui vont prendre le relais, avec E. Varlin à leur tête, prétendent dépasser le mutuellisme qui, selon eux, se doit de déboucher sur le collectivisme et le syndicalisme. Dans la section française, un collectivisme anti-étatique (par ce qualificatif, Varlin et ses amis cherchent à se différencier du marxisme) succède au mutuellisme. Un autre fait impor-

tant se produit peu après, en juillet 1868 : Bakounine donne son adhésion à l'A.I.T.(section de Genève).

Le IIIème congrès de Bruxelles qui se déroule du 6 au 13 septembre 1868 marquera le point fort d'une période de transition durant laquelle le courant collectiviste anti-autoritaire pénètre peu à peu l'Association. C'est lors du IVème congrès de Bâle (6-12 septembre 1869) que l'on pourra apprécier le poids respectif de chacune des tendances. A partir de votes sur des motions ou amendements présentés par ces divers courants, on peut établir le rapport de force comme suit:

63 % des délégués de l'A.I.T. se regroupent sur des textes collectivistes anti-autoritaires (bakouninistes).

31 % se rangent derrière les collectivistes autoritaires (marxistes).

6 % maintiennent leurs convictions mutuellistes (proudhoniens).

L'unité sera aisément sauvegardée par deux votes. Les deux premières tendances se retrouvent sur une proposition ayant trait à la socialisation du sol. Enfin, et à l'unanimité, le congrès décide d'organiser les travailleurs dans des sociétés de résistance (syndicats). Cependant, il n'en demeure pas moins que Marx et Bakounine s'observent, s'épient, se jaugent. « Ce russe, cela est clair, veut devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen. Qu'il prenne garde à lui, sinon il sera excommunié » (lettre du 27 juillet 1869 de Marx à Engels). « Il pourrait arriver et même dans un très bref délai, que j'engageasse une lutte avec lui (Marx) ... pour une question de principe, à propos du communisme d'État... Alors, ce sera une lutte à mort » (lettre du 28 octobre 1869 de Bakounine à Herzen).

La guerre de 1870 et la Commune n'allaient que retarder le dénouement de



Bale 1869

cette opposition farouche. En effet, les événements empêchent la tenue du Vème congrès qui devait s'ouvrir à Paris en septembre 1870. Cependant, les militants ouvriers se souviendront de l'attitude de chacun des deux "leaders". Marx prodiguant des conseils de modération aux ouvriers parisiens pendant que Bakounine tentait de déclencher la révolution sociale en France. Dans le même temps, en avril 1870, lors du congrès régional de la fédération romande, va se produire une scission, préfiguration du futur partage de l'A.I.T. Les délégués suisses vont se diviser sur l'attitude à adopter à l'égard des gouvernements et des partis politiques. Quelques phrases extraites des deux résolutions divergentes expriment bien cette opposition qui, de locale, allait gagner tout le mouvement. Pour les bakouninistes, "toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autre résultat que la consolidation de l'ordre des choses existant, ce qui paralyserait l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat. Le congrès romand commande à toutes les sections de l'A.I.T. de renoncer à toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen des réformes politiques nationales, et de porter toute leur activité sur la constitution fédérative de corps de métiers, seul moyen d'assurer le succès de la révolution sociale. Cette fédération est la véritable représentation du travail, qui doit avoir lieu absolument en dehors des gouvernements politiques".

A l'inverse, les marxistes affirment : « l'abstention politique est funeste par ses conséquences pour notre oeuvre commune. Quand nous professons l'intervention politique et les candidatures ouvrières, nous voulons seulement nous servir de cette représentation comme d'un moyen d'agitation qui ne doit pas être négligé dans notre tactique. Nous croyons qu'individuellement chaque membre doit intervenir, autant que faire se peut, dans la politique ».

Le Conseil Général de Londres va tenter d'éviter l'affrontement direct et se borne à rappeler aux bakouninistes que les statuts considèrent l'action politique comme un moyen d'émancipation. Mais, rapidement, ce conflit va déborder les frontières suisses. Les "bakouninistes", désormais appelés "jurassiens", vont rencontrer d'actives sympathies en France, en Espagne et en Belgique. Des manœuvres conciliatrices tentées au sein des sections romandes, puis à la conférence de Londres en 1871 vont échouer. Le Conseil Général de Londres enjoint alors aux jurassiens de se fondre dans la fédération agréée de Genève. Au nom du principe statutaire d'autonomie, les jurassiens s'obstinent, se révoltent. Tous comprennent alors que l'opposition est irréductible, que la scission est inévitable entre des bakouninistes déjà anarcho-sindicalistes et des marxistes qui deviennent léninistes.



1-B) LA SCISSION ET LA PRÉDOMINANCE DU COURANT LIBERTAIRE (LA FÉDÉRATION JURASSIENNE)

Dès le 6 septembre 1871, les jurassiens se mettent en marge de l'A.I.T. en adoptant des statuts anti-autoritaires et en contestant le pouvoir de décision d'un conseil général "hiérarchique et autoritaire". La grande explication, la scission définitive et générale est donc une certitude ; elle aura lieu début septembre 1872 lors du Vème congrès de La Haye. Le lieu du congrès suscite déjà des oppositions. Nombre de fédérations pensaient qu'il se tiendrait en Suisse. Les "nordistes" se justifient par la crainte d "'influences locales néfastes". Pour protester, les italiens appellent à la tenue d'un congrès international antiautoritaire à Neuchâtel. Les jurassiens, eux mandatent impérativement J. Guillaume et A. Schwitzguébel pour présenter leur motion anti-autoritaire au congrès officiel et se retirer en cas de vote négatif. Ce sont l'hostilité et la méfiance qui vont alors régner parmi les 65 délégués d'une dizaine de pays.

Dès le début, Bakounine et Guillaume sont exclus, le conseil général se transfère à New York. La Première Internationale (branche marxiste) va s'éteindre lamentablement.

L'Internationale anti-autoritaire va naître et s'engager sur une autre voie.

La fédération jurassienne sera le point de regroupement des fédérations hostiles au conseil général. C'est autour d'elle que va mûrir l'idéologie libertaire qui porte alors le nom de "collectivisme révolutionnaire" qui se veut le promoteur d'un système économique autogéré en dehors de toute autorité, de toute centralisation, de tout État. La constitution de cette nouvelle internationale a lieu à Saint-Imier le 15 septembre 1872. Y sont représentées les fédérations espagnoles, italiennes et jurassiennes dans leur totalité, plusieurs sections françaises et deux sections d'Amérique. Ce congrès se donne comme objectif "la destruction de tout pouvoir politique par la grève révolutionnaire".

Dans un de ses derniers soubresauts, l'Internationale légale marxiste envoie lettre de défiance sur ultimatum, mais le gouvernement fait tache d'huile. « Ces gens là (les jurassiens) sont au centre d'une conspiration qui s'étend » (lettre de Marx à Bolt du 12.2.1873).

La fédération anglaise, elle-même, s'agite. En quelques semaines toutes les fédérations nationales vont désavouer Marx et le conseil général. Ces derniers auront un ultime sursaut, la convocation d'un congrès général à Genève

le 8 septembre 1873. Les trente délégués qui y assistent ne représentent qu'eux-mêmes, à savoir la vieille garde genevoise. Les décisions n'en seront pas publiées. « Ce congrès fut un fiasco » (lettre de Marx à Sorge du 27 septembre 1873). « la vieille internationale est complètement finie et a cessé d'exister » (lettre d'Engels à Sorge du 12 septembre 1873). Le 15 juillet 1876, le conseil général s'auto-dissout.

De fait, c'est dès 1873 que le mouvement ouvrier réel est ailleurs. Le 27 avril 1873 est convoqué à Neuchâtel le VIème congrès de l'A.I.T. auquel assistent des délégués représentant les fédérations d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, de Suisse, d'Espagne, d'Italie et de France. Le congrès se prononce pour l'abolition complète de tout conseil général et, à contrario, pour l'autonomie des fédérations. Pour compléter la structure organisationnelle de l'association, il est décidé qu'en dehors des congrès, les tâches de coordination seront confiées au bureau d'une fédération.

C'est au moment où il voyait ses idées triompher que Bakounine décida de se retirer. « j'ai la conviction que le temps des grands discours théoriques est passé. Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver. Ce qui importe avant tout aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat ». Cependant, peu avant sa mort, intervenue en 1876, il estimait « que la réaction représentée tout aussi bien par le socialisme de M. Marx que par la diplomatie de M. de Bismarck, ne cessera de se renforcer ».

Ainsi qu'il avait été prévu par le précédent congrès, le VIIème congrès de l'Internationale se réunit à Bruxelles du 7 au 12 septembre 1874. On en retiendra que l'Italie, disant suivre en cela les recommandations de Bakounine, décide de se préparer à passer aux actes.

A l'opposé, sous l'influence de la section belge, un rapprochement est estimé utile avec les partis démocratiques et socialistes. Ce débat va se clarifier peu à peu durant les trois années suivantes. Il aboutira de fait à la dislocation de l'A.I.T.

C'est ainsi que durant le VIIIème congrès (26/27 octobre 1876 à Berne), César de Paepe et la section belge font admettre le projet de convocation d'un congrès socialiste auquel assisteraient des représentants des organisations "communistes autoritaires". Les italiens, quant à eux, ont donc décidé de passer à l'action en utilisant la tactique du "fait insurrectionnel". Ce sera l'épopée du Bénévent en avril 1877 et son échec : une trentaine d'anarchistes armés occupent deux villages, en brûlent les archives et "décrètent" la révolution. Une semaine plus tard, les insurgés, transis et affamés, seront captu-

rés sans offrir de résistance. Mais cet échec ne fut pas sans lendemain. La théorie mise en avant de l'exemplarité de l'acte, de la supériorité du "fait", même quantitativement peu importante et nécessairement violente, allait être reprise par d'autres. Au mois de juin de la même année, Costa et Paul Brousse définissent et expliquent ce que sera la "propagande par le fait". Le courant anarcho-syndicaliste était alors trop faible pour mettre en avant ses théories d'actions autogestionnaires ou communalistes.

A l'inverse, la minorité anarchiste politiquement pure et dure, s'affirmait. Elle avait pour elle la caution des derniers messages de Bakounine qu'elle interprétait souvent étroitement ; elle s'appuyait aussi sur l'attrait qu'exerçaient alors en Europe, les pratiques violentes des nihilistes russes. Enfin, elle était lasse des luttes d'influences qui se jouaient au sein de l'A.I.T. Ces divergences sur la stratégie à adopter vont aboutir à des prises de positions extrêmes. Alors que les fédérations belges, hollandaises et anglaises s'accordent pour revenir à une conception plus politique, plus légaliste de l'action, Kropotkine affirme qu'il est nécessaire de promouvoir « la révolte permanente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite... » (Le Révolté n° 22).

Le IXème congrès de l'A.I.T. tenu à Verviers en 1877 regroupe en fait onze délégations acquises aux nouvelles idées radicales. Les représentants des fédérations d'Italie, de France, d'Allemagne, de Suisse, d'Égypte et de Grèce ne vont s'entendre que pour s'opposer négativement à la tendance qui avait prôné le rapprochement vis-à-vis des partis : « Tous les partis forment une masse réactionnaire... il s'agit de les combattre tous ». L'entente était donc impossible avec les trente cinq délégués "marxistes" et "socialistes autoritaires" qui se réunissent quelques jours après à Gand lors du congrès socialiste universel. Les délégués du congrès de Verviers y sont minoritaires. Ils voient la fédération belge et les sections flamandes quitter leur internationale, considérée comme annexée par les anarchistes, pour se rallier au marxisme. « Le congrès de Gand a eu au moins cela de bon que Guillaume et compagnie ont été totalement abandonnés par leurs anciens alliés ». (lettre de Marx à Sorge : 27.09.1877).

Une fois de plus, la coupure est évidente, le divorce est consommé. Mais, cette fois, à l'avantage des marxistes. Le malaise ne va que s'accroître chez les anti-autoritaires qui représentent de moins en moins une force réelle.



1-C) LA DISLOCATION DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE ET L'INTERMÈDE DE LA TERREUR

Les militants anarchistes les plus actifs se tournent vers un type d'actions individuelles, la propagande par le fait, qui va les couper du mouvement ouvrier. La Fédération Jurassienne, encore la plus active, estime même inutile de préparer le Xème congrès de 1878. Il en restera des idées et des pratiques neuves, tels que les principes de solidarité économique ou d'autogestion fédéraliste :

"De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins".

"Le concours de tous pour la satisfaction des besoins de chacun".

"La libre fédération des groupes producteurs et consommateurs".

On peut se demander si les meilleurs moyens de parvenir à cet idéal sont ceux choisis par les anarchistes réunis à la Chaux-de-Fonds, fin 1880 :

"Sortir du terrain légal pour porter l'action sur celui de l'illégalité".

"Recommander l'application aux individus des sciences techniques et chimiques...".

La première A.I.T. dans sa version anarcho-syndicaliste est bien morte.

En conclusion de cet aperçu de l'histoire de la première A.I.T. née en 1866 et morte en 1880, il faut avant tout rappeler que cette organisation n'a pas suivi une trajectoire idéologique linéaire. Durant les deux premières années de son existence, elle fut dominée par les proudhoniens français modérés. Très vite, deux influences contradictoires plus radicales vont se livrer un combat sans répit en son sein. Le marxisme scientifique anglo-saxon l'emporte jusqu'en 1871. Son règne sera de courte durée.

Une tendance que Marx n'avait jamais pu réduire gagne la majorité des révolutionnaires. Le cycle des révolutions "politiques" (1830, 1848) s'était clos avec la Commune, exemple de révolution "sociale". Les libertaires d'alors étaient persuadés de la viabilité d'une révolution de caractère nouveau où le fédéralisme et l'autonomie l'emporteraient sur des structures de pouvoir hiérarchisées et autoritaires, où l'autogestion, la démocratie directe et la solidarité seraient plus efficaces qu'une quelconque dictature prolétarienne. Cependant, les dépositaires de la pensée bakouniniste et de l'action libertaire ne constituaient pas, par essence, un bloc homogène. Deux courants s'étaient fait jour.

Pour le premier, la réalisation de ce monde nouveau n'était possible que par un travail organisationnel de longue haleine, à savoir l'application continue

des principes de base d'un syndicalisme militant d'action directe (1) : l'anarcho-syndicalisme. A cet égard, la résolution de Saint-Imier (1872) est un texte fondamental :

« Considérant que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ;

que nul n'a le droit de priver les sections ou fédérations autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et suivre la ligne politique qu'elles croiront la meilleure, et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ;

que les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendant de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métiers et des communes autonomes ;

considérant que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le prolétariat, s'il voulait s'emparer du pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante,

le congrès réuni à Saint-Imier déclare :

que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire ».

Tout pouvait sembler réuni pour que ce nouveau courant syndicaliste et libertaire aille en se fortifiant. Mais, dès 1877 il a perdu toute sa sève. Entre temps, chez beaucoup des militants les plus en vue, le militantisme ouvrier

(1) L'action directe essentiellement mise en oeuvre entre 1890 et 1910 (mais aussi durant les années 20 en Italie, 30/40 en Espagne). Elle n'a rien de commun avec la propagande par le fait. Elle comprend : la grève, rupture dans l'ordre social existant ; le label, qui recommande aux consommateurs l'usage de certains produits ; le boycott, démarche inverse du label ; le sabotage, qui est l'appropriation détournée de la légalité du pouvoir (grève du zèle...), l'appropriation du matériel de production ou des pratiques diverses visant à la rendre inopérante.

se transforme en impatience intellectuelle. S'appuyant sur des textes de Bakounine auxquels ils donnent valeur de testament, ils affirment que l'issue de la problématique sociale réside dans le choix du fait insurrectionnel collectif, puis de la propagande par le fait individuel. Cela est alors totalement étranger à l'anarchosyndicalisme pour lequel la "société de résistance-corporation" se suffit à elle-même dès lors qu'elle applique dans son fonctionnement les principes pour lesquels elle lutte. A l'inverse, les anarchistes assoiffés de pureté vont constituer un "parti". Bien sûr, ses membres ne se présenteront pas aux élections, ils ne brigueront évidemment pas de postes ministériels. Non, ses militants vont plus ou moins consciemment s'isoler du mouvement social pour se suicider politiquement dans des actes gratuits qu'ils espéraient exemplaires. Cette désespérance viscérale, épidermique, camouflée parfois sous des théories qui se voulaient rationnelles et logiques, traduisait dans la majorité des cas un profond désarroi sur la possibilité même de la révolution. Mis à part ce côté "tout, tout de suite ou alors rien", le parti anarchiste n'est objectivement et substantiellement plus dans le mouvement ouvrier issu de la Ière Internationale.

Les anarchistes engagés sur la voie de la chimie expérimentale, les militants ouvriers anti-autoritaires épuisés passant la main, l'A.I.T. semblait et Marx, avec un peu d'habileté, en recueillera sans mal les restes qui se réduisaient à un sigle déjà repris par les fédérations belge et anglo-saxonne effrayées par le mal étrange qui touchait les représentants latins, soudain fanatisés par la poudre et les armes blanches. Par réaction, les premières se jetèrent dans les bras de Marx...

Le mouvement anarchiste spécifique va dans sa quasi totalité sombrer dans la propagande par le fait. On peut esquisser quelques explications sur le "dérapage" de l'action politique des militants anarchistes d'alors. On remarque tout d'abord que les illégalistes les plus célèbres (Bonnot, Henry, Ravachol) sont des exemples presque parfaits de rejetés sociaux (mauvais rapports avec les parents, dialogues musclés avec les employeurs, puis exclusion de fait de la vie sociale) ou d'intellectuels orgueilleux et distants, rédempteurs extrémistes de la populace moutonnaire. D'autre part, il semble certain que le mouvement anarchiste, enfermé dans des spéculations complexes dont il résolvait la problématique par le choix de la violence aveugle, fut dépassé par la mutation économique des années 1880. De fait, depuis 1877, les libertaires "durs" s'étaient écartés du mouvement social. Or, dans le même temps, le capitalisme voit son processus de concentration industrielle s'accélérer ; alors qu'à cette époque nombre de militants révolutionnaires se recrutaient dans de petites entreprises artisanales et marginales auxquelles ils

étaient réellement attachés (ébénistes du Faubourg Saint Antoine, horlogers jurassiens, ardoisiers de Trélasier etc.) beaucoup de ces travailleurs, plutôt que de chercher à lutter dans le nouveau corps social, laissèrent parler leur individualisme forcené et se vengèrent sur les personnes symboliques des chefs d'États, des princes et des nouveaux bourgeois. Ce terrorisme aura bien sur une coloration particulière. C'est-à-dire qu'il se distinguera toujours du terrorisme "politique" traditionnel dont le but est de prendre ou de conserver le pouvoir politique en utilisant la terreur pour renverser ou maintenir le pouvoir de force à son profit. Les anarchistes ne veulent alors que détruire le pouvoir ; leurs incantations romantiques et sanguinaires négligent toute analyse ayant trait aux rapports de force économiques. F. Pelloutier explique en partie le pourquoi du glissement du mouvement anarchiste vers le terrorisme : « après la Commune, la section française de l'Internationale fut dissoute, les révolutionnaires fusillés, envoyés au bagne ou condamnés à l'exil... » . Ce vide subit et cette atmosphère d'oppression vont permettre à certaines grandes figures vieillies, jouissant encore d'un prestige et d'un écho certain, ou à quelques jeunes loups cyniques et provocateurs d'occuper le devant de la scène. C'est ainsi que le jeune 'nihiliste' russe Netchaïev reprend à son compte quelques phrases sibylline des résolutions de l'Internationale et, s'affirmant comme le dauphin de Bakounine, affirme qu'un révolutionnaire doit être « amoral, voleur, assassin, opportuniste et corrupteur ». Le mot d'ordre de "la propagande par le fait" fut lancé en 1881 à Paris ; dès 1887, les "leaders" font leur mea-culpa et Kropotkine écrit alors dans "Le Révolté" : « c'est une illusion de croire que l'on peut vaincre les coalitions d'exploiteurs par quelques livres d'explosifs ». La propagande par le fait fut d'ailleurs un fiasco car ce n'est que de 1892 à 1894 que les anarchoterroristes passés à la postérité vont frapper. Ravachol, Henry, Caserio semblent être la récolte tardive d'une mauvaise semence.

Il n'empêche que, toujours selon Pelloutier, le fait que les anarchistes aient opter pour la révolte isolée au préjudice de l'action collective n'a fait que détourner du socialisme libertaire une masse ouvrière alors allergique au parlementarisme. C'est alors que, poussés par une base ouvrière qui se regroupe pour agir sur le terrain de la production économique et de la vie sociale, les survivants de cette véritable, bien que bruyante, traversée du désert politique, vont lutter pour aller renforcer ce qui constitue les prémices du syndicalisme révolutionnaire du XXème siècle.

2) LA RÉSURGENCE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE VERS LA FONDATION DE L'A.I.T.



2-A) L'ESSOR DU SYNDICALISME JUSQU'AU COUP D'ARRET DE LA 1ère GUERRE MONDIALE

Il est un pays où les anarchistes luttent dans un mouvement naissant : les États Unis d'Amérique.

A Chicago, le 1er mai 1886, les syndicats de l'American Federation of Labor déclenchent la grève générale à laquelle participent les groupes anarcho-syndicalistes. Quatre manifestants sont tués ; ils réclamaient la journée de 8 heures. A la suite de nouveaux violents incidents, cinq anarcho-syndicalistes seront exécutés (2). L'actuelle fête du muguet se veut dans la droite ligne de leurs actions revendicatrices.

Les libertaires européens vont alors peu à peu, revenir sur leurs précédents choix. Dans les pays occidentaux qui s'industrialisent, les salaires restent maigres, les horaires lourds, les conditions de travail déplorables. On voit les ouvriers des grandes manufactures s'organiser eux-mêmes à la base pour réclamer et arracher un partage plus équitable des richesses.

Les libertaires vont alors décider de rejoindre ce mouvement spontané à coloration réformatrice pour lui proposer de dépasser cette action réformatrice et quotidienne pour l'action révolutionnaire vers la grève générale et expropriatrice. Dans cette optique, la majorité d'entre eux vont reconnaître que l'organisation syndicale n'a pas son pareil. Il est évident que l'état et le capital souvent associés à d'autres formes de domination telle que l'église, sont, eux organisés de façon puissante et unie. Or, face à ces forces d'autorité hiérarchisées, les travailleurs viennent sans intervention extérieure de se donner leur propre forme d'organisation sur le terrain même où ils sont exploités.

Le syndicat permet de réagir rapidement et au coup par coup tout en développant une stratégie de lutte à plus long terme. En effet, selon cette analyse le syndicat porte en lui-même la potentialité d'être un groupe de pression, de

(2) en 1893, Spies, Hengel, Parson, Fischer et Lingg seront reconnus innocents et réhabilités.

formation, puis de transformation révolutionnaire : il se suffit à lui-même.

C'est en France que ce type de syndicalisme révolutionnaire anti-autoritaire va parvenir à organiser la majorité du mouvement ouvrier.

Il faut citer un nom ; celui de F. Pelloutier, promoteur de ce nouveau syndicalisme du refus de compromission et du volontarisme de l'éducation vers la révolution. Lorsque P. Deschanel l'invite, il répond : « il ne convient pas aux membres du comité fédéral des bourses du travail de s'asseoir à une table qu'ils rêvent de renverser. Par contre, par ces mêmes bourses du travail où sont créés des bibliothèques, des offices de renseignements, des cours et des enseignements en économie politique... , on cherche à réaliser par l'éducation le principe : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

En 1890 la première étape est franchie : les syndicalistes sont convaincus que, comme l'écrit Pouget, « au-delà de la popote courante, il est une autre besogne, préparer la Sociale ». Pour cela, ils vont se démarquer avec clarté de la IIème Internationale de 1889 en défendant la primauté de l'émancipation économique.

Les anarchistes qui ont adhéré à la IIème Internationale seront d'ailleurs exclus en 1895. En fait, influencés par les survivants de la Ière Internationale, ils se consacrent au mouvement syndical et, en France, ils seront la majorité de la Confédération Générale du Travail créée en 1895 et qui va très vite regrouper les bourses du travail - unions locales : organisations horizontales ; et les fédérations de corps de métiers - fédérations d'industries : organisations verticales. C'est donc une remise à l'ordre du jour des théories de James Guillaume sur l'importance du groupement corporatif et de A. Schwitzguébel sur l'action directe, autonome et sans intermédiaire des travailleurs. A Amiens en 1906, sera adopté un texte où les principes d'autonomie par rapport au pouvoir et aux partis politiques semblent triompher pour longtemps. On peut rappeler que cette motion, aujourd'hui annexée par la C.G.T.-F.O. comporte les passages suivants : « la C.G.T. lutte pour la disparition du salariat et du patronat... pour l'émancipation intégrale par l'expropriation capitaliste grâce à la grève générale... Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ».

Jusqu'en 1914, le syndicalisme de tendance libertaire a le vent en poupe : la C.N.T. est créée en Espagne en 1911 ; à la même époque sont formées la S. A.C. en Suède, la C.G.T. au Portugal, l'U.S.I. en Italie, la F.A.U. en Allema-

gne, la F.O.R.A. en Argentine... Partant, la révolution sociale est à l'ordre du jour des réunions syndicales : "et si le Grand Soir était pour demain ?". Certains songent aussi à un nouveau regroupement international.

Mais la guerre de 1914, la tourmente des Unions Sacrées vont, momentanément sonner le glas de tous les espoirs. Les courants pacifistes sont accusés de xénophilie ; ceux qui demandent aux futurs conscrits "de retourner leurs armes contre ceux qui auront déchaîné la guerre" sont réduits au silence. Les ministères français de la guerre et de l'intérieur composent une savante liste, le "carnet B"; les syndicalistes qui ont le malheur d'y être inscrits auront l'honneur d'aller en première ligne. Enfin, Léon Jouhaux trahit; cet ancien anarcho-syndicaliste falot, qui déclarait en 1912 : « si la guerre est déclarée, nous refusons d'aller aux frontières », opère un ralliement total bien que de dernière heure à l'Union Sacrée en prétendant entraîner avec lui le syndicalisme français. A quelques nuances près, les confédérations libertaires des pays concernés par le conflit connaîtront toutes le même sort. Accusées de complot contre l'état, elles seront muselées.



2-B) LA FONDATION DE L'A.I.T. ET SES A-COTES (3)

Avec la guerre mondiale, les quelques liens internationaux des travailleurs révolutionnaires furent détruits. Dans l'année 1919, après la fin du conflit, les bolcheviks fondèrent en Russie l'Internationale Communiste. Dans le même temps, eut lieu à Amsterdam un congrès international des syndicats durant lequel fut débattue la constitution d'une Confédération Internationale des Syndicats dont on fixa le centre de coordination à Amsterdam. A ce congrès de l'Internationale des Syndicats, il fut décidé que, pour chaque pays, une seule organisation pourrait être associée à l'Internationale. Les organisations syndicalistes étaient dans l'obligation de s'associer au syndicat réformiste de leur pays pour y agir à l'intérieur. En adoptant cette motion, les syndicats révolutionnaires étaient contraints de renoncer à leur lutte contre le réformisme pour réaliser une union de classe du prolétariat qui leur semblait être en fait une collaboration avec les intérêts de la bourgeoisie. Mais les syndicalistes

(3) Les archives de l'AIT ont été détruites dans un incendie à Berlin en 1945. On peut cependant trouver d'importantes indications sur la fondation de l'A.I.T., dans quelques numéros des organes de la section allemande d'alors (« Der Syndicalists » et « Die International »). A partir de ces documents, on peut avoir une vision juste sur les circonstances de la fondation de l'A.I.T.

devaient réfuter cela. Le renouveau du mouvement ouvrier avait pour eux comme préalable la constitution d'une organisation réellement révolutionnaire. C'est alors qu'ils se voient invités par Lénine, « pour fonder, dans le pays de la Révolution Proletarienne, une Internationale qui regroupe tous les courants », comme l'avait pratiqué un temps la Ière Internationale avant la scission .



2-C) ÉTÉ 1920 : DES SYNDICALISTES A MOSCOU

Cet appel fut suivi. Les quelques partis communistes qui existaient alors étaient faibles voire insignifiants. Au contraire, en Italie, Espagne, Portugal, Allemagne, France, Pays-bas, Suède, en Angleterre et aussi en Amérique du Nord et du Sud existaient des organisations syndicales autonomes ainsi que de forts courants oppositionnels à l'intérieur des syndicats réformistes où se regroupait une majorité de la classe ouvrière. Lénine désire convertir cette force à sa cause. Le prolétariat international était alors la plus forte espérance d'une Révolution Russe menacée militairement de tous côtés. De plus, la social-démocratie était ouvertement rangée derrière les états capitalistes, au contraire des syndicalistes qui se voulaient des défenseurs de la révolution.

Au 2ème Congrès mondial de l'Internationale Communiste durant l'été 1920, les syndicalistes des pays déjà cités étaient représentés par leurs délégués. A cette époque la Russie vivait sous le "communisme de guerre"; le parti bolchevique était déjà l'unique détenteur du pouvoir étatique et les quelques mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes et syndicalistes qui collaboraient encore dans plusieurs domaines de la vie économique, s'alarmaient de plus en plus de voir que nombre des combattants d'octobre 1917 étaient emprisonnés par la C.E.K.A. (Tcheka) ou exilés.

De ce fait, l'enthousiasme initial des syndicalistes pour la révolution russe ne cessait de s'émousser. Les débats du congrès prirent une telle tournure que les délégués perdirent l'espoir de pouvoir construire de concert avec les communistes russes une internationale unitaire pour toutes les organisations révolutionnaires. L'Internationale Communiste devint ensuite une Internationale de partis politiques, dont la participation à la compétition électorale était le principe de base d'une discipline interne rigoureuse qui engageait les partis adhérents à l'Internationale. Ce congrès ne se distingue en rien du Congrès

de La Haye de la Ière Internationale durant lequel il fut imposé de la même façon aux sections de participer à l'activité parlementaire. Une telle obligation qui avait déjà été une des causes essentielles de la division de la Ière Internationale, allait devenir au sein de la IIIème le germe de la dissidence. Dans de telles conditions, les organisations ouvrières anti-parlementaires et révolutionnaires n'avaient pas leur places dans l'Internationale Communiste. Pour tenter malgré tout de s'adjoindre les forces révolutionnaire du syndicalisme et de l'anarcho-syndicalisme, le congrès décide la formation de l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.) qui s'associe à l'I.C. en s'y subordonnant.

Durant le congrès, les syndicalistes russes avaient déclaré officiellement vouloir construire une internationale unitaire révolutionnaire avec les syndicats révolutionnaires du monde entier. Des négociations dans ce sens avec les représentants des syndicats révolutionnaires furent conduites par Losowsky, désigné par le Komintern. Continuellement, Losowsky et ses fidèles seconds assurèrent qu'ils étaient partisans d'une Internationale des Syndicats Révolutionnaires à l'exclusion des réformistes. Dans le même temps, Losowsky était en pleine tractation avec les représentants réformistes des syndicats anglais pour trouver un accord entre communistes russes et Internationale d'Amsterdam (réformistes). Il est évident que les bolcheviks jouaient sur deux tableaux . d'un côté, ils demandent aux révolutionnaires de s'unir avec eux pour combattre le réformisme, de l'autre, ils ont l'intention de conclure un pacte avec ces mêmes réformistes. Les syndicalistes rompirent alors tout contact avec Losowsky. Mais on leur proposa un moyen terme dont la première proposition exigeait que dans tous les pays fut constitué par chaque parti communiste (ou s'il n'existait pas, par chaque groupe communiste) un comité pour la fondation d'un syndicat révolutionnaire.

Il fut aussi affirmé que chaque confédération syndicaliste révolutionnaire devait être subordonnée au P.C. local de même que l'I.S.R. devait être soumise à l'internationale communiste. Les délégués syndicalistes rejettent cette proposition à l'unanimité. Le document de refus rédigé en français et remanié par les allemands fut publié plus tard dans "Le Libertaire" (Paris). Après le retrait de Losowsky, ce fut Tomsy qui fut chargé de négocier avec les syndicalistes révolutionnaires au nom du parti communiste russe. Rien de nouveau ne put sortir de cette nouvelle tentative.

Les syndicalistes refusent de plus en plus fermement la subordination du syndicat au parti alors que Tomsy est obligé de maintenir la position inverse de son parti.

Les positions étaient plus que jamais irréductibles, il est décidé de reporter ce point à l'ordre du jour du second congrès qui aurait dû se tenir l'année suivante (1921) à Moscou. Mais dans le même temps, en 1920, alors que les discussions s'éternisaient à Moscou, dans la plupart des pays européens se livrait un combat entre les militants syndicalistes révolutionnaires et le capitalisme et l'état.

En Allemagne, après la tentative de putsch de Kapp, les militants durent fuir ou furent emprisonnés.

En Espagne, c'était la guerre ouverte entre la C.N.T. d'une part, l'armée, la bourgeoisie et les premiers phalangistes d'autre part.

En Italie, toutes les forces révolutionnaires du mouvement ouvrier étaient mobilisées : les occupations d'usine atteignaient leur point culminant.

Profitant de ces événements, les communistes russes envoyèrent de nombreux émissaires en Europe pour tenter de construire des groupes syndicalo-communistes.



2-D) BERLIN, DÉCEMBRE 1920: LA 1^{ère} CONFERENCE INTERNATIONALE SYNDICALISTE

Devant tous ces événements, les syndicalistes se virent contraints à prendre une position radicale par rapport à Moscou. Ils convoquèrent une conférence qui se tint à Berlin en décembre 1920. Cette conférence peut être considérée comme le début du renouveau de l'A.I.T. Y étaient représentés :

- Amérique : Industrial Workers of the World avec 100 000 membres
- Argentine : Fédération Obrera Régional Argentine avec 125 000 membres
- France : Comités Syndicalistes Révolutionnaires qui déclaraient représenter près de 300 000 adhérents
- Allemagne : Freie Arbeiter Union Deutschland avec un peu plus de 100 000 adhérents
- Royaume-Uni : Shop-Steward and Workers Committees Movement avec 200 000 membres
- Suède : Sveriges Arbetsnär Centralorganisation avec 32 000 membres
- Pays-Bas : National Arbeids Secretariat avec 40 000 adhérents.

Ainsi, 900000 travailleurs étaient directement représentés par leurs délégués.

Mais à ce chiffre il faut ajouter ceux des quatre centrales suivantes qui ne purent qu'envoyer une adhésion écrite :

- Norvège : Norsk Syndicalist Federation au chiffre d'adhérents non connu
- Portugal : Confederação Geral Del Trabajo environ 200 000 adhérents.
- Italie : Unione Sindacale Italiana
- Espagne: Confedêracion Nacional del Trabajo

Ensemble, ces deux derniers syndicats comptaient plus d'un million d'adhérents

Un délégué des syndicats russes fit le déplacement pour déclarer que cette conférence n'avait aucun sens puisque tout devait se décider à Moscou l'année suivante.

Les délégués furent unanimes (seule délégation française s'abstint) pour affirmer que les syndicalistes devaient d'abord formuler leur propre opinion. La conférence, à la suite d'une longue discussion, se retrouva sur la résolution suivante .

1°) L'I.R.S. se bat sur le terrain de la lutte des classes et, de la part de la classe ouvrière, ce combat sera sans répit et sans concession.

2°) L'Internationale qui est donc une force de résistance révolutionnaire face à la domination économique et spirituelle du capitalisme et de l'état lutte pour leur destruction afin de construire une société communiste et libre.

3°) La conférence affirme que la classe ouvrière est en mesure de détruire l'esclavage économique, politique et spirituel du capitalisme par l'usage insurrectionnel et révolutionnaire de ses instruments d'organisation qui s'expriment pleinement dans l'action révolutionnaire visant au renversement de la société actuelle.

4°) L'A.I.T. devra administrer dans l'avenir l'organisation et la réglementation de la production et de la distribution au moyen de l'organisation syndicale de chaque pays.

5°) L'A.I.T. est totalement indépendante de tout parti politique.

A la suite de cette première conférence, un bureau de liaison et d'information est constitué. Il sera administré par trois membres de chacune des organisations des pays suivants : Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas.

Le congrès de Moscou, l'année suivante, n'allait rien résoudre mais embrouiller davantage l'écheveau.

En Italie, depuis que les occupations d'usine s'étaient terminées par une défaite voulue par les sociaux-démocrates, la réaction politique était en train de s'opérer et Mussolini se préparait à assumer totalement le pouvoir.

Au même moment des militants historiques du mouvement ouvrier italien

(Borghesi et Malatesta) et beaucoup de militants furent arrêtés.

Profitant de ce flottement, les militants, bolcheviks s'emparent des postes de responsabilité de l'U.S.I.

C'est un groupe communiste qui ne représente que lui-même qui se rendra à Moscou et s'affirmera seul représentant du syndicalisme italien.

En Espagne, règne une véritable "prohibition" syndicale avec une rafle d'une énorme ampleur dans les milieux syndicaux. Sinon tous les adhérents, la totalité des militants est arrêtée. C'est au moment où une forte majorité du mouvement ouvrier espagnol traverse une phase de désorganisation qu'un comité provisoire surgit "ex-nihilo", désigne A. Nin et Arlandis pour assister au congrès de Moscou. A cette occasion, ces deux délégués deviendront marxistes et anti-libertaires. Les délégations de ces deux derniers pays se montreront favorables à une adhésion inconditionnelle à l'I.S.R. ; mais dès que ce qui subsiste de la base militante espagnole et italienne aura connaissance des délibérations de ce deuxième congrès, les délégués seront désavoués et leurs votes "invalidés" .

C'est ainsi que l'année suivante, lorsque la C.N.T. réussit tant bien que mal à organiser un plénum, elle condamne les "délégués" de Moscou, se prononce pour l'autonomie syndicale, se déclare partisane de la révolution sociale avec comme but final le communisme libertaire. Dans le même temps, la C.G.T. portugaise qui avait rompu tout lien avec l'I.S.R., diffuse un texte de base adopté par son dernier congrès et qu'elle considère comme contenant les idées qui opposent invariablement les anarcho-syndicalistes aux communistes .

« La C.G.T. est révolutionnaire tant par son action quotidienne que par son projet révolutionnaire ; elle se refuse à collaborer avec les organisations bourgeoises comme avec les partis politiques quels que soient leurs buts et leurs moyens d'action. La C.G.T. se refuse à reconnaître dans le parti communiste ibérique une organisation révolutionnaire à laquelle on pourrait laisser le contrôle de la production. La C.G.T. estime que la socialisation générale ne peut être entreprise que par les intéressés : les paysans pour la terre, les ouvriers pour leurs usines, etc... En aucune manière, ce but ne peut être atteint par un parti. »

Les syndicalistes révolutionnaires d'Argentine adoptent les mêmes positions.

La F.A.U.D. allemande décide d'organiser un référendum interne sur les relations à entretenir avec l'I.S.R. : la quasi totalité des militants s'opposent à

l'envoi d'une délégation à Moscou.

Mais ce qu'il faut essentiellement retenir, c'est que du fait de ces divers refus (Portugal, Argentine, Allemagne) ou grâce à la participation de délégations non représentatives (Italie, Espagne), le deuxième congrès de Moscou est majoritairement favorable à l'I.S.R.

La C.G.T.U. française y mena un combat d'arrière garde : depuis la scission de 1920, les principes anarcho-syndicalistes y étaient majoritaires. C'est seulement après les événements de janvier 1922 (des militants communistes assassinent deux militants anarcho-syndicalistes à la bourse du travail de Paris) que les communistes associés aux syndicalistes révolutionnaires de la tendance Monatte, réussissent à s'emparer de la C.G.T.U. Alors, les anarcho-syndicalistes se retrouvèrent pour fonder la C.G.T.-Syndicaliste Révolutionnaire en 1926.



2-E) LA 2ème CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES SYNDICATS, OCTOBRE 1921 A BERLIN

En octobre 1921, s'ouvre à Düsseldorf le treizième congrès de la F.A.U.D. et simultanément se tient une conférence internationale qui prend la décision de construire une internationale syndicaliste indépendante. On trouve dans la résolution adoptée « Attendu que les congrès de l'Internationale Rouge des Syndicats n'ont pas abouti à la fondation d'une véritable Internationale Syndicaliste, les représentants des organisations syndicalistes d'Allemagne, Pays-Bas, Suisse, Tchécoslovaquie, États-Unis réunis à l'occasion du congrès de la F.A.U.D. sont convaincus de la nécessité d'organiser un nouveau congrès international ». L'U.S.I. s'associe à cette résolution.



2-F) 3ème CONFÉRENCE DE JUILLET 1922 A BERLIN

Les organisations allemande, française, suédoise, norvégienne, espagnole, néerlandaise participent à cette conférence à laquelle assistent deux délégations venant de Russie : la première représente la minorité syndicaliste libertaire de ce pays, la seconde les syndicats liés au P.C. Cette conférence sera, pour cette période, l'ultime confrontation théorique institutionnalisée entre

les "communistes autoritaires" et les "syndicalistes anti-autoritaires". Ces derniers présentent aux syndicalistes bolcheviks la demande suivante :

1°) La confédération des syndicats russes s'engage-t-elle à oeuvrer pour la libération des syndicalistes et des anarchistes qui sont emprisonnés pour leurs idées ?

2°) La confédération des syndicats russes demandera-t-elle au gouvernement russe que les compagnons puissent militer sans restriction pour leurs idées syndicalistes révolutionnaires, à la condition qu'ils ne combattent pas le régime par la violence ?

Les réponses à ces questions furent au mieux floues et évasives.

Peu après, tous les délégués communistes quittent la conférence en déclarant hautement et clairement que la lutte allait s'engager contre le syndicalisme libertaire.

La conférence prend acte de cette rupture totale et définitive. Elle constate de plus que l'Internationale Syndicale Rouge n'est pas en mesure de regrouper tout le prolétariat international ; enfin, elle se prononce clairement pour la fondation d'une A.I.T.

A cet effet, un bureau provisoire est constitué avec pour mission d'organiser le premier congrès afin de « rendre possible l'union de toutes les forces syndicalistes révolutionnaires du monde dans une seule organisation ».



2-G) LE CONGRES DE FONDATION DE L'A.I.T.

Il se tient six mois après, à Berlin, du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923.
Y participent :

- Argentine : F.O.R.A. deux délégués, 200 000 adhérents
- Chili : I.W.W.(4), un délégué, 20 000 adhérents
- Danemark : U.S.P., un délégué, 600 adhérents
- Allemagne : F.A.U.D., huit délégués, 120 000 adhérents
- Pays-Bas : N.A.S., quatre délégués, 22 500 adhérents
- Italie : U.S.I., deux délégués, 500 000 adhérents
- Mexique : C.G.T., représentation indirecte, 30 000 adhérents

(4) L'Internationale étant interdite aux U.S.A., les américains avaient créé en 1905 leur propre Internationale. La théorie du "socialisme industriel" mise en avant par les I.W.W. est très proche de l'anarcho-syndicalisme. Les I.W.W. sont cependant favorables à une étroite collaboration avec d'autres courants de l'extrême-gauche (trotskystes).

- Norvège . N.S.F., un délégué, 3 000 adhérents
- Portugal : C.G.T., adhésion écrite, 150 000 adhérents
- Suède . S.A.C., deux délégués, 32 000 adhérents
- Espagne : C.N.T. (le délégué fut arrêté par la police espagnole), 1 050 000 adhérents

Délégations présentes avec vote consultatif :

- Allemagne . Union Ouvrière Générale (à tendance unitaire), un délégué, 75 000 adhérents

- France :

* Comité de Défense Syndicaliste (opposition encore interne à une C.G.T. U. qui s'est liée à l'I.S.R.), deux délégués, 110 000 membres.

* Fédération du Bâtiment (qui s'est rapidement détachée de la C.G.T.U.), un délégué, 32 000 membres.

* Fédération de la Jeunesse de la Seine, un délégué, 750 membres

- Russie : Minorité Syndicaliste, deux délégués.

Il est intéressant de noter que, dans la résolution finale, le congrès rapproche sa décision de fonder une autre internationale de la scission qui s'était produite entre marxisme et bakouninisme. Il se justifie en arguant qu'un travail révolutionnaire positif s'avère impossible avec la tendance marxiste du mouvement ouvrier.



2-H) LES GRANDS PRINCIPES TACTIQUES & THÉORIQUES DE L'A.I.T.

Les théories et tactiques dont s'inspirent les anarcho-syndicalistes furent mises en pratique puis formulées dès le XIXème siècle. Il faut signaler que le syndicalisme révolutionnaire fut d'abord une pratique sans doctrine qui ne fut "théorisée" qu'avec Pelloutier au début de ce siècle.

Dans un récent congrès, les sections de l'A.I.T. affirment que l'évolution des techniques ne modifie en rien le problème fondamental de l'exploitation. A l'inverse, elles pensent pouvoir constater que les idées force de leur syndicalisme anti-autoritaire sont toujours d'actualité. « Le syndicalisme révolutionnaire part de bases concrètes, la profession, qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique, la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie, tandis que la révolution césarienne part de la doctrine pour y faire entrer de force le réel ».(A. Camus, Actuelles).

Dans ce qu'il serait superflu d'appeler l'idéologie syndicaliste révolutionnaire, la mise en application précède donc la formulation. Cela explique que tout ce qui est regroupé sous le terme d'action directe est avant tout un ensemble de luttes particulières où la base agit par elle-même sans intermédiaire.

Ce même ensemble c'est peu à peu affiné afin d'intégrer les solutions possibles aux problèmes nés de l'évolution économique. C'est ainsi que lorsque ce sont développées la concertation sociale et les commissions paritaires, l'anarcho-syndicalisme a dû s'adapter sans se trahir. Pour faire face aux représentants institutionnalisés du personnel, les militants libertaires se montrent favorables, lorsque les circonstances l'exigent à l'élection par le bas de militants qui, pourvus d'un mandat impératif très limité n'ont qu'une fonction de représentation indirecte sans possibilité d'initiative. De plus, ce délégué se doit de rendre compte à ses mandants de son activité. Il sera révocable à tout moment et non immédiatement rééligible.

On pourrait penser que ce syndicalisme parallèle n'est que la survivance moribonde d'un romantisme révolutionnaire inadapté alors que beaucoup ont voulu que l'après-guerre soit l'ère de nouveaux rapports sociaux allant dans le sens de la co-responsabilité, de la cogestion. Plus simplement, les anarcho-syndicalistes sont fidèles à quelques grands principes. Les anarcho-syndicalistes estiment que les expériences de cogestion, de participation, d'actionnariat ouvrier ont pour résultat « la formation d'une nouvelle catégorie bureaucratique de représentants ouvriers, de délégués plus ou moins fonctionnarisés, de spécialistes syndicaux, catégorie qui s'intègre sans difficulté dans les cadres moyens dirigeants, servant de tampon lors des heurts sociaux... La présence de représentants syndicaux dans les conseils d'administration n'est en rien un pas vers un régime de démocratie industrielle, mais bien une adaptation meilleure au système d'exploitation » (L. Mercier Véga).

Pour éviter cette impasse bureaucratique, les anarcho-syndicalistes constituent des conseils de contrôle de la production et d'apprentissage de la gestion. De tels comités, totalement indépendants du patronat et de l'état, jouent un rôle d'instruction économique afin de préparer les travailleurs à la gestion directe de leurs entreprises.

Au travers de la lutte syndicale quotidienne, les grands principes de l'action directe sont appliqués :

- l'action directe, c'est la traduction en termes syndicaux de la tactique de lutte de classes. Cette action est autonome, antibureaucratique, aux revendications plus qualitatives (organisation, durée, sécurité du travail) que quantitatives (hausse des salaires).

- toute lutte ne peut être que décidée, menée et conclue que par la base et pour la base. Le syndicat a pour tâche de coordonner les sections d'entreprises, d'assumer techniquement le soutien et la popularisation du conflit ; il convoque les réunions et dispense les informations économiques et juridiques.

- pour les syndicalistes libertaires la grève, est un effort des travailleurs en révolte, elle est le résultat d'un état d'esprit combatif, générateur de solidarité (la contestation du pouvoir a pour résultat un accroissement du bien-être et de la liberté des exploités et donc une diminution des privilèges des exploités).

- les syndicalistes anti-autoritaires s'opposent aux syndicalistes de métier qui ne réclament qu'une répartition plus équitable des fruits de la croissance. Les sections de l'A.I.T. mettent en avant la lutte contre l'aliénation économique née de la logique capitaliste (la contradiction permanente des intérêts des classes en lutte déterminera un fait social, la révolution, qui rompra brutalement le cours normal de l'antagonisme des intérêts économiques). Seule la grève générale permettra aux ouvriers de se libérer du capitalisme et donc du salariat. La grève générale est la transition nécessaire.

L'exemple de grève générale expropriatrice et insurrectionnelle se trouve dans les événements du 19 juillet 1936 en Espagne.

Il s'agissait de :

- priver le capitalisme et l'état de toute possibilité de réaction (l'armée d'Afrique du nord échappa à cette première condition)

- assurer, après la prise de possession, la remise en marche de l'appareil économique en recourant à une organisation rationnelle, autogestionnaire et fédérative de la production, de l'échange et de la répartition.

- mener la révolution vers son succès en dehors de toute médiation politique.

Cette révolution sociale, réalisation d'un monde nouveau est la finalité de l'action de l'A.I.T.

Pour cela, l'Internationale libertaire s'appuie sur les expériences de la Commune, de l'Ukraine de 1917 à 1921, des conseils de Bavière et d'Italie, de l'Espagne de 1936 à 39, de la Hongrie de 1956 . Série de tentatives qui ont lié la recherche d'une mutation économique profonde et le refus des dictatures prolétariennes.

Révolutions, voulant briser le rapport capital/travail, état/société, et voulant mettre en pratique la gestion directe de l'économie, le fédéralisme pour la ré-

alisation du Communisme Libertaire.

Les anciens rapports de forces ne seraient pas seuls brisés car la collectivisation perdrait son essence même s'il n'y était adjoint une dimension extrêmement qualitative afin de promouvoir une nouvelle échelle des valeurs, un mode nouveau de développement. Dans cette optique, il ne signifie plus rien de réclamer l'autogestion des sociétés bancaires, des centrales nucléaires...

La souplesse des structures et l'absence de dogmes, donnent à l'A.I.T., et aux anarcho-syndicalistes, une grande faculté d'adaptation; sa vision de la société est globale, et ne se cantonne pas au seul syndicalisme.

A. CASTEL

NOTES COMPLEMENTAIRES



3-A) QUELQUES TENTATIVES DE CRÉATION D'INTERNATIONALE

1864: mort de Proudhon

1866: constitution de l'A.I.T. à Genève.

Les tentatives de création d'Internationale, n'étaient pas à leur coup d'essai, en 1836, est créée la "Société de toutes les classes et de toutes les nations", fondée vraisemblablement par Richard Owen, sa seule action est de lancer un "Appel de l'Association des ouvriers de Londres aux classes ouvrières en Belgique", publié dans la presse belge et anglaise.

En 1843, l'"Union Ouvrière" est fondée par Flora Tristan, qui publie un livre "Union ouvrière". Flora Tristan, s'appuie pour son union, sur des contacts français et anglais. Aucune trace d'action n'existe de cette union.

1846, Marx, réfugié à Bruxelles, organise des groupes d'émigrés (anglais, belges, français et allemands). Marx et Engels fondent le bureau international des communistes, au congrès du 2 au 9 juin, il devient le "congrès des Justes" puis la "Ligue des Communistes". Cette ligue édite alors une revue, qui n'a qu'un seul et unique exemplaire, et porte en exergue "Prolétaires de tous les pays unissez-vous". Une profession de foi est éditée, sous la forme de 25 questions et réponses, appelée le catéchisme communiste ; ancêtre du manifeste communiste. La Ligue participe activement aux révolutions de 48-49 en Allemagne ; en 1851, les principaux leaders sont arrêtés, la Ligue se dissout.

1847, le 7 novembre l'"Association Démocratique" regroupant des belges et des hollandais est créée, en décembre, les Fraternal Democrats proposent leur adhésion (Marx est adhérent de cette société), cette Association disparaît en 1848.

1855, création de l'"Association Internationale" par des émigrés français à Londres, adhèrent à elle différents comités (Welcome and protest committee, la commune révolutionnaire). Les anarchistes y sont influents (Dejacques), l'association disparaît vers 1859.

Bakounine, lui, n'est pas en reste, il crée des sociétés secrètes : "l'Alliance de la Démocratie Sociale", qui deviendra "l'Alliance des Révolutionnaires Socialistes" puis la "Fraternité Internationale", il adhère enfin à la "Ligue de la Paix et de la Liberté" fondée par des démocrates de différentes nations et se retrouve à Berne en 1868, avec les frères Reclus, au congrès de cette ligue. Mais la minorité sociale dont il fait partie se retire et il demande son adhésion à l'A.I.T.

Tels furent les prémices et les coulisses des Internationales ouvrières jusqu'à l'A.I.T.



3-B) COMPOSITION ET CONTENU DES CONGRES DE L'A.I.T.

0) Une conférence préliminaire à Londres se tient du 25 au 27 septembre 1865. Quatre délégations sont représentées : France, Belgique, Suisse et Angleterre ; plus des groupes immigrés. Cette conférence ne comprend que deux thèmes de discussion :

1°) la notion de travailleur (problème des intellectuels et des professions libérales)

2°) admission des femmes des grandes compagnies qui, en soumettant les classes ouvrières à leurs lois arbitraires, attaquent à la fois et la dignité de l'homme et la liberté individuelle.

Les discussions n'aboutissent point.

Les premier et deuxième congrès sont mutuellistes d'influence proudhonienne.

I) Le premier congrès adopte des statuts définitifs pour l'Internationale (60 délégués . suisses, anglais, français, allemands et belges).

Résolutions adoptées :

- journée de 8 heures,
- protection du travail des femmes et des enfants,
- abolition du travail de nuit pour les femmes,
- condamnation de toutes les armées, demande d'armement du peuple.

II) Le deuxième congrès voit un affrontement entre français et suisses proudhonistes et anglais et allemands collectivistes (50 délégués dont 26 suisses, les nations représentées sont les mêmes qu'au congrès précédent).

Une résolution importante sur l'état est prise : "l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique". Les thèses proudhoniennes sont attaquées par la résolution suivante .

« les efforts de la nation doivent tendre à rendre l'état propriétaire des moyens de transport et de circulation afin d'anéantir le puissant

monopole des grandes compagnies qui, en soumettant les classes ouvrières à leurs lois arbitraires, attaquent à la fois et la dignité de l'homme et la liberté individuelle »

III) Le troisième congrès, celui de Bruxelles, est un congrès de transition ; 102 délégués (Belgique : 56, France : 18, anglais : 11, Suisse : 8, Allemagne : 5, Italie: 1, Espagne : 1)

Dans ce congrès, les proudhoniens sont minoritaires face aux collectivistes (libertaires et marxistes). Une résolution sur la collectivisation des "mines, houillères, carrières... chemins de fer... sols arables, canaux, routes, lignes télégraphiques, forêts, autres voies de communication" est adoptée.

Treize articles sont débattus durant ce congrès, une remise en question permanente est ouverte par l'article 12 "révision des statuts à chaque congrès".

Il est à noter qu'une partie du courant proudhoniste, dont Tolain qui démissionne en février 1868, ne participe pas à ce congrès. (Tolain se retrouvera naturellement dans les rangs versaillais pendant la Commune, les Communards ayant attenté au sacro-saint principe de la propriété privée).

IV) Le quatrième congrès voit la prédominance des collectivistes anti-autoritaires (80 délégués dont : 27 français, 23 suisses, 12 danois, 6 anglais, 5 belges, 3 italiens, 2 espagnols, 1 américain, 1 australien). Le congrès adopte les résolutions suivantes :

« 1°) le congrès déclare que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire entrer le sol à la communauté.

2°) il déclare encore qu'il y a aujourd'hui nécessité de faire entrer le sol à la propriété collective. »

Le congrès invite les travailleurs à créer des caisses de résistance, à la formation d'associations nationales de corps de métiers.

Une résolution, rédigée par Bakounine, sur "l'abolition complète et radicale du droit d'héritage" est combattue par Marx, par l'intermédiaire d'Eccarius qui ne prévoit qu'une limitation des droits. La proposition de Bakounine est adoptée mais, les divergences entre marxistes et anti-autoritaires sont aggravées.

V) Le cinquième congrès, celui de La Haye, sera le congrès de la scission. 65 délégués sont présents représentant l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, le Jura, l'Espagne, les Etats-Unis, l'Australie, l'Irlande et la Pologne.

Les marxistes ont 40 délégués. Bakounine, J. Guillaume sont exclus de l'A.I.T.

Le congrès décide le transfert du conseil général à New York, c'est la mort de l'A.I.T. première version, Marx l'a voulu, mais elle a sa continuité dans l'A.I.T. anti-autoritaire

Les congrès suivants sont entièrement anarchistes (Bakouninistes).

VI) Le congrès de Saint-Imier, est précédé d'un congrès de la fédération jurassienne. Les résolutions de La Haye sont rejetées, un pacte fédératif est proposé, c'est l'acte de naissance de l'A.I.T. anti-autoritaire. Au congrès du 15 septembre, 5 fédérations sont représentées : Espagne, Italie, France, États-Unis et Jura. Quatre résolutions sont adoptées :

- rejet des décisions du congrès de La Haye
- adoption d'un "pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les fédérations libres",
- adoption d'une résolution sur la nature de l'action politique du prolétariat
- organisation d'un bureau de statistiques.

Le 30 mai 1873, la section Marxiste de l'A.I.T exclut les Fédérations ayant condamné les résolutions de La Haye, c'est-à-dire, celles qui se sont réunies à Saint-Imier plus les fédérations belge et hollandaise.

VII) En 1873, deux congrès se tiennent simultanément à Genève, le 8 septembre celui de l'A.I.T. marxiste, qui réunit quelques suisses, un autrichien, et des réfugiés. La seule décision prise est de ne pas convoquer de congrès en 1874.

Le 1er septembre, le sixième congrès de l'A.I.T. anti-autoritaire

commence : 23 délégués présents, représentant, l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, la Belgique, l'Italie, la France et le Jura. Décision est prise de supprimer le Conseil Général, les statuts sont révisés : "Les fédérations et sections jouiront d'une autonomie complète".

Les discussions sur la grève générale n'aboutissent pas.

Bakounine las, démissionne.

VII) Le septième congrès se tient à Bruxelles du 7 au 12 septembre 1874. 16 délégués représentent: l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie et le Jura. L'action politique est à l'ordre du jour, le congrès se prononce pour la disparition de l'état, Mais une résolution est ambiguë : « sur la question de savoir dans quelle mesure l'action politique des classes ouvrières peut être nécessaire ou utile à l'avènement de la révolution sociale, le congrès déclare que c'est à chaque fédération et au parti démocratique socialiste de chaque pays de déterminer la ligne de conduite qu'ils pensent devoir suivre »

Est-ce une remise en question du principe de l'abstention ? Ce qui est sûr, c'est qu'une évolution est en train de se faire, elle se concrétise trois ans plus tard, par le ralliement de la fédération belge au marxisme.

Ce congrès ambigu est en plus celui où la délégation italienne se prononce pour l'action directe.

Le congrès de 1875, prévu à Barcelone, ne peut se réunir. Par contre, se tient le 15 juillet 1876 à Philadelphie le congrès de l'A.I.T. marxiste, qui prononce sa dissolution.

VIII) Le huitième congrès anti-autoritaire se tient à Berne du 26 au 29 octobre 1876 ; 27 délégués représentent la Belgique, l'Espagne, la Hollande, l'Italie et le Jura (et la France indirectement). Deux tendances s'affrontent, les syndicalistes, et les partisans de la propagande par le fait.

Une décision est prise, sur demande de la fédération belge : convoquer un congrès socialiste universel, où seraient représentés tous les courants et organisations y compris "autoritaires".

1877, épopée de Bénévent.

IX) Neuvième congrès , du 6 au 8 septembre 1877 à Verviers, c'est le dernier de l'A.I.T., onze sont présents, représentant la Belgique, la France, l'Italie, la Russie, le Jura et indirectement, la Grèce, l'Egypte, Montevideo.

Des résolutions sont prises, notamment sur la réalisation de la propriété collective, l'abolition du salariat et un pacte de solidarité.

La plupart des délégués se rendent ensuite au Congrès Ouvrier International de Gand.

En août 1878, le congrès de Fribourg de la Fédération Jurassienne, décide de ne pas convoquer de congrès de l'A.I.T. pour 1878.

C'est la fin de l'A.I.T. anti-autoritaire pour cette période, jusqu'à la reconstruction en 1920.

Les congrès suivants sont purement anarchistes, le courant anarcho-syndicaliste sera rarement représenté, de même le courant illégaliste. Reste essentiellement le courant communiste libertaire qui va se former et assumera la continuité.

A1) Octobre 1880, congrès de La Chaux de Fond: Kropotkine, propose le communisme comme but, et présente un rapport sur le thème "L'idée Anarchiste au point de vue de sa pratique".

« La révolution économique passe par l'expropriation directe des détenteurs de capitaux par les travailleurs dans le cadre des communes. La base de la réorganisation de la société sera la Fédération des Communes et des groupes de Communes indépendantes".

Ce congrès marque le déclin de la Fédération Jurassienne.

A2) 1881, congrès de Londres le 14 juillet, considéré comme un congrès de l'A.I.T.

31 délégués sont présents : 2 russes, 4 français, 3 italiens, 2 anglais, 1 hollandais, 1 allemand, 1 juif et des représentants américains, belges, espagnols, turcs, serbes, égyptiens.

L'Internationale disparaît, seule la délégation espagnole se prononce pour son maintien.

Les résolutions adoptées vont dans le sens de l'autonomie des organisations, des fédérations, des groupes ; et une position en faveur de la Propagande par le fait : « Les sciences techniques et chimiques ayant déjà rendu des services à la cause révolutionnaire et étant appelées à en rendre encore de plus grands à l'avenir, le Congrès recommande aux organisations et individus faisant partie de l'A.I.T. de donner un grand poids à l'étude et à l'application de ces sciences comme moyen de défense et d'attaque ».

Ses appels, qui favorisaient toutes les manipulations, allaient conduire aux pires dérives (La plus terrible étant l'attentat au théâtre à Barcelone, en novembre 1893, qui fit 80 victimes).

Le 13 et 14 août 1882 à une réunion à Genève, réunissant des français, des jurassiens et un italien, on put entendre cette phrase : « Nous sommes unis parce que nous sommes divisés ». Expression extrême de l'individualisme et de la déliquescence du mouvement anarchiste. C'est le creux de la vague.

1886, 1er mai à Chicago. En Amérique aussi, le mouvement a sa dérive et des tracts appelaient à se rendre armé à la manifestation.

Le mouvement, que l'on pourrait croire définitivement perdu, renaîtra à travers les bourses du travail. Les premières créations sont à Nîmes et Paris en 1887.

A3) 1889, conférence anarchiste internationale de Paris, du 1er au 8 septembre. 6 pays sont représentés . Espagne, Allemagne, Angleterre, Italie, France, États-Unis.

Aucun ordre du jour n'est fixé, les participants ne sont ni mandatés ni délégués, aucune résolution n'est présentée et donc aucun vote n'est effectué.

Mais le mouvement libertaire commence à dénoncer l'illégalisme, Pouget, Grave, S. Faure, Kropotkine, Malatesta préconisent l'action de masse dans les syndicats.

1895, fondation de la C.G.T. à majorité anarchiste, syndicaliste révolutionnaire et allemaniste (de J. Allemane, fondateur du Parti ouvrier Socialiste Révolutionnaire dans lesquelles les libertaires français se sont investis). La C.G.T. revendique environ 420 000 adhérents.

1897, création du Mouvement Socialiste Yiddish : le B.U.N.D. et création du Parti ouvrier Social Démocrate Russe.

1899, réorganisation syndicale des libertaires en Espagne.

A4) Le congrès ouvrier international qui devait se tenir à Paris en 1900 est interdit. Il visait à la reconstitution de l'internationale anarchiste. Sa tenue avait été intensément préparée (discussions, publications de rapports, etc...).

Le comité d'initiative (Nieuwenhuis, Pelloutier, Pouget) poursuivra son effort.

1902, fondation de l'Association Internationale Antimilitariste, avec Yvetot, Janvion, Libertad, Paraf-Javal et Nieuwenhuis. Cette internationale est forcée de disparaître en 1905.

A5) 1907, tenue à Amsterdam du congrès anarchiste international. Le travail entrepris pour le congrès de Paris en 1900 y porte ses fruits. Ce congrès peut être considéré comme l'un des plus importants du mouvement libertaire. 60 délégués étaient présents : Hollande, Belgique, France, Allemagne, Russie, Angleterre, Autriche, Hongrie, Bohême, Italie, Serbie, Bulgarie, groupe Yiddish de Londres, etc. On peut apprécier la qualité et la diversité des discussions au travers des points retenus à l'ordre du jour

- 1°) l'anarchisme et le syndicalisme,
- 2°) grève générale et grève politique,
- 3°) anarchisme et organisation,
- 4°) l'antimilitarisme comme tactique de l'anarchisme,
- 5°) éducation intégrale de l'enfance,
- 6°) association productive et anarchisme,
- 7°) la révolution en Russie (*en 1905, nde*),
- 8°) alcoolisme et anarchisme,
- 9°) la littérature moderne et l'anarchisme,
- 10°) les libertaires et la langue mondiale,

11°) l'anarchisme et la religion

12°) l'anarchisme comme vie et activité individuelle.

Quatre points supplémentaires étaient prévus pour les partisans d'une organisation internationale :

1°) organisation de l'Internationale libertaire,

2°) rédaction d'une déclaration de principes communistes libertaires,

3°) création d'un bulletin international, 4°) le but de la nouvelle Internationale.

Sur le point 3, anarchisme et organisation, on peut noter l'intervention d'Amédée Dunois « ce mouvement anarchiste sortira de notre action commune, de notre action concertée, coordonnée, l'organisation anarchiste n'aurait pas la prétention d'unir tous les éléments qui se réclament, bien à tort parfois, de l'idée anarchiste. Il suffirait qu'elle groupât autour d'un programme d'actions pratiques, tous les camarades acceptant nos principes et désireux de travailler avec nous ».

Georges Thonar : « Organisons-nous donc, non seulement pour la propagande, mais encore et surtout pour l'action directe. Je suis loin d'être hostile au syndicalisme surtout quand ses tendances sont à la révolution ».

Comme on le voit, les temps de la propagande par le fait sont bien loin, les libertaires ont mûri.

Sur le point 1), anarchisme et syndicalisme, Pierre Monatte déclare : « le syndicalisme ne s'attarde pas à promettre aux ouvriers le paradis terrestre. Il leur demande de le conquérir, en les assurant que leur action jamais ne demeurera tout à fait vaine. Il est une école d'énergie, de pensée féconde. Il ouvre à l'anarchisme, trop longtemps replié sur lui-même, des perspectives et des espérances nouvelles ».

Le congrès se prononce contre le parlementarisme, pour l'action directe et pour la grève générale.

Une résolution de constitution d'Internationale est adoptée :

« les anarchistes réunis à Amsterdam, déclarent que l'Internationale Anarchiste est constituée.

Elle est formée des organisations déjà existantes, des groupes et individus isolés qui y adhéreront ultérieurement.

Le bureau international est constitué. « Il sera constitué de cinq membres... Le bureau a pour tâche de créer des archives internationa-

les accessibles aux camarades ». Il entre en rapport avec les anarchistes des différents pays.

« Pour faire partie de l'Internationale à titre individuel, les camarades devront avoir été identifiés soit par une organisation, soit par le bureau, soit encore par des camarades connus du bureau. Les frais du bureau et archives seront couverts par les fédérations, groupes ou individus adhérents ».

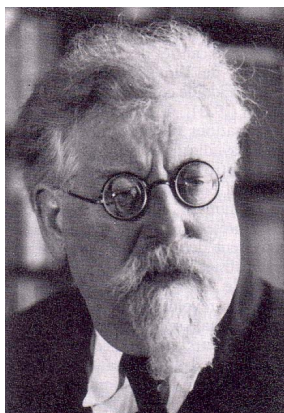
Le bureau international dont le siège est fixé à Londres est composé de Malatesta, R. Rocker, Wilquet, Chapiro, Turner. Il a pour tâche d'organiser un congrès en 1909.

La situation politique en Europe ne permet pas la réunion de ce congrès.

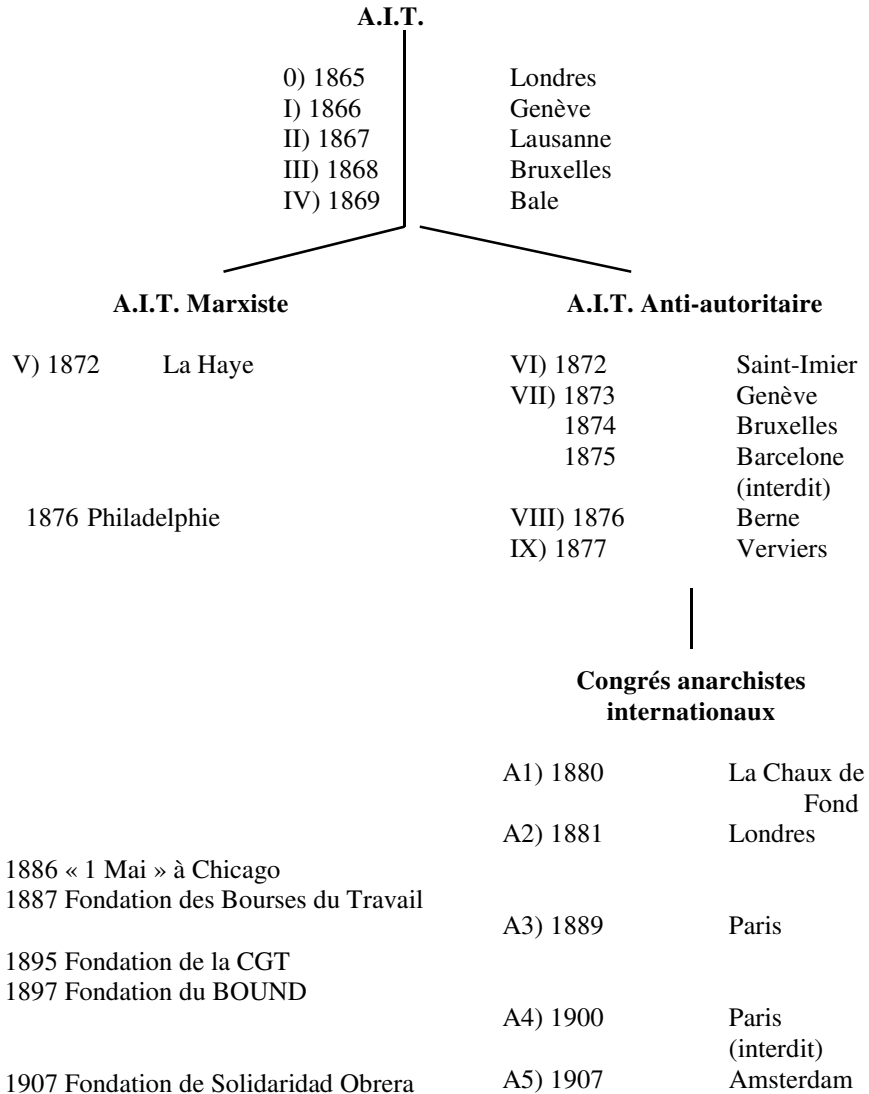
Il se tient en 1913 une conférence à Londres regroupant les syndicalistes révolutionnaires dont le but est d'organiser les fédérations internationales par corps de métiers et branches d'industrie. 10 pays sont représentés . Allemagne, Angleterre, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Italie, France, Argentine, Brésil, Chili, Hongrie (observateur).

1914, union sacrée, première guerre mondiale. Le congrès anarchiste prévu à Londres ne peut se tenir.

J. & S. Bernal



Rudolph Rocker



SOMMAIRE

1) LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

- 1-A) Des balbutiements de l'Internationalisme ouvrier aux premiers conflits p. 3
- 1-B) La scission et la prédominance du courant libertaire (la fédération jurassienne) p. 6
- 1-C) La dislocation de la première Internationale et l'intermède de la Terreur p. 9

2) LA RESSURGENCE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE VERS LA FONDATION DE L'A.I.T.

- 2-A) L'essor du syndicalisme jusqu'au coup d'arrêt de la 1ère Guerre Mondiale p. 13
- 2-B) La fondation de l'A.I.T. et ses à-cotés p. 15
- 2-C) Été 1920 : des syndicalistes à Moscou p. 16
- 2-D) Berlin, décembre 1920 : la 1ère conférence internationale syndicaliste p. 18
- 2-E) La 2ème conférence internationale des syndicats, octobre 1921 à Berlin p. 21
- 2-F) 3ème conférence de juillet 1922 à Berlin p. 21
- 2-G) Le congrès de fondation de l'A.I.T. p. 22
- 2-H) Les grands principes tactiques et théoriques de l'A.I.T. p. 23

NOTES COMPLEMENTAIRES

- 3-A) Quelques tentatives de création d'Internationales p. 26
- 3-B) Composition et contenu des congrès de l'A.I.T. p. 28

Une liste de brochures est consultable sur le site *Perspective Libertaire*

<http://perspectivelibertaire.free.fr>

Ce site contient aussi des brochures à télécharger au format .pdf

Des brochures peuvent être commandées à la CNT-AIT de Caen

<http://cnt.ait.caen.free.fr/>

ou

CNT-AIT
BP 2010
14019 CAEN CEDEX
cnt.ait.caen@free.fr

La plupart des textes des brochures, ainsi que beaucoup d'autres, sont consultables sur le site *Actualité de l'Anarchosyndicalisme*

<http://cnt-ait.info/>

Les adresses des syndicats CNT-AIT en France sont sur le site *confédéral*

<http://www.cnt-ait-fr.org/>

**Pour recevoir un exemplaire de notre journal,
envoyez vos coordonnées à**

CNT-AIT
7 rue Saint Remesy
31000 Toulouse
Tel/fax : 05 61 52 86 48

DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE À L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Antoine CASTEL

Suivi de

NOTES COMPLÉMENTAIRES J. & S. Bernal

NÉE DES ESPOIRS DÉCUS DE LA RÉVOLUTION DE 1917, MAIS AUSSI DE LA VOLONTÉ DE STRUCTURATION DU COURANT ANARCHO-SYNDICALISTE, L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS POSSÈDE UNE INCONTESTABLE ORIGINALITÉ. ELLE SE VEUT LA CONTINUATRICE SANS COMPLEXE DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE.

SOUVENT MINORITAIRE, ELLE REFUSE CATÉGORIQUEMENT L'AVANT-GARDISME. SANS CESSÉ PERSÉCUTÉE, AFFAIBLIE, CONDUITE AU TOMBEAU DE L'HISTOIRE PAR LES MAÎTRES DU JOUR MAIS SANS CESSÉ RENAISSANTE, ELLE A MARQUÉ DE SON EMPREINTE L'ÉVOLUTION DU MONDE OUVRIER DEPUIS PLUS D'UN DEMI-SIÈCLE.

CONTRE VENTS ET MARÉES, L'A.I.T., CONSTRUITE SUR LES PRINCIPES D'ACTION SYNDICALE DIRECTE, DE SOLIDARITÉ, DE FÉDÉRALISME LIBERTAIRE, D'AUTOGESTION, D'INTERNATIONALISME, INCARNE AUJOURD'HUI LA VOLONTÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

CNT-AIT
